

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/43308]

19 JUNI 2023. — Loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football*

Art. 2. L'article 2 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifié par les lois des 10 mars 2003, 25 avril 2007, 27 juin 2016 et 3 juin 2018, est complété par le 16^o rédigé comme suit :

"16^o documents d'identité: documents, établis par une autorité officielle, sur la base desquels l'identité du titulaire peut être établie, à savoir les cartes d'identité nationales, les passeports internationalement reconnus ou les documents de remplacement valides."

Art. 3. L'article 3 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Sans préjudice des mesures visées à l'alinéa 1^{er}, l'organisateur prend les mesures nécessaires afin :

1^o de prévenir, avant l'ouverture du stade au public, la présence irrégulière dans le stade des objets pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit;

2^o d'éviter que soient introduits, dans le stade, de manière irrégulière des objets pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit;

3^o d'éviter que soient introduits, dans le stade, des objets qui sont destinés à échapper à son identification."

Art. 4. L'article 10, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 3 juin 2018, est complété par le 7^o rédigé comme suit :

"7^o sensibiliser les supporters au sujet de l'interdiction de pyrotechnie et sur l'interdiction des actes de racisme et de xénophobie, ne pas encourager l'utilisation de pyrotechnie par les supporters et élaborer et mettre en œuvre des actions concrètes pour décourager l'utilisation des objets pyrotechniques."

Art. 5. Dans l'article 18, alinéa 4, de la même loi, modifié par les lois des 25 avril 2007 et 3 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

"4^o dix mille euros en cas de contravention à l'article 10, § 2, 1^o;"

b) il est inséré un 4^o/1 rédigé comme suit :

"4^o/1 cinq mille euros en cas de contravention à l'article 10, § 2, 2^o;"

Art. 6. Dans l'article 19, alinéa 4, de la même loi, remplacé par la loi du 3 juin 2018, le mot "cinq" est chaque fois remplacé par le mot "quarante-huit".

Art. 7. L'article 21 de la même loi, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par la loi du 3 juin 2018, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

"§ 2. Les personnes suivantes peuvent procéder au contrôle d'accès des personnes qui se présentent à l'entrée des stades de football ou à l'entrée de certaines parties de ces stades :

1^o les stewards;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/43308]

19 JUNI 2023. — Wet tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden en van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden*

Art. 2. Artikel 2 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 2003, 25 april 2007, 27 juni 2016 en 3 juni 2018, wordt aangevuld met de bepaling onder 16^o, luidende :

"16^o identiteitsdocumenten: documenten uitgevaardigd door een officiële instantie, op basis waarvan de identiteit van de houder vastgesteld kan worden, zijnde de nationale identiteitskaarten, de internationaal erkende paspoorten of de rechtsgeldige vervangende documenten."

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Onverminderd de maatregelen bedoeld in het eerste lid, neemt de organisator alle noodzakelijke maatregelen teneinde :

1^o voor de opening van het stadion voor het publiek, de onrechtmatige aanwezigheid in het stadion van pyrotechnische voorwerpen bedoeld om licht, rook of lawaai te produceren, te voorkomen;

2^o te voorkomen dat pyrotechnische voorwerpen bedoeld om licht, rook of lawaai te produceren onrechtmatig in het stadion worden binnengebracht;

3^o te voorkomen dat voorwerpen die erop gericht zijn om zich aan zijn identificatie te onttrekken in het stadion worden binnengebracht."

Art. 4. Artikel 10, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 3 juni 2018, wordt aangevuld met de bepaling onder 7^o, luidende :

"7^o het sensibiliseren van supporters aangaande het verbod op pyrotechniek en aangaande het verbod op daden van racisme en xenofobie, geenszins het gebruik van pyrotechniek door supporters aanmoedigen en het uitwerken en implementeren van concrete acties teneinde het gebruik van pyrotechnische voorwerpen te ontraden."

Art. 5. In artikel 18, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 25 april 2007 en 3 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 4^o wordt vervangen als volgt :

"4^o tienduizend euro in geval van overtreding van artikel 10, § 2, 1^o;"

b) er wordt een bepaling onder 4^o/1 ingevoegd, luidende :

"4^o/1 vijfduizend euro in geval van overtreding van artikel 10, § 2, 2^o;"

Art. 6. In artikel 19, vierde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 3 juni 2018, wordt het woord "vijf" telkens vervangen door het woord "achtenveertig".

Art. 7. Artikel 21 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 3 juni 2018, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

"§ 2. De volgende personen kunnen overgaan tot de toegangscronde van de personen die zich aandienen aan de ingang van de voetbalstadions of aan de ingang van bepaalde gedeeltes van deze stadions :

1^o de stewards;

2° les responsables de la sécurité mandaté;

3° les agents de gardiennage, dans le respect des conditions prévues par et en vertu de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

Les stewards et les responsables de la sécurité mandaté peuvent, dans ce cadre, en cas d'application de l'arrêté royal du 20 juillet 2005 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football, vérifier la correspondance entre l'identité mentionnée sur le titre d'accès et celle figurant sur les documents d'identité de la personne détentrice du titre d'accès. Les documents d'identité présentés ne peuvent pas être copiés, retenus ou conservés.

Si la correspondance entre l'identité mentionnée sur le titre d'accès et celle figurant sur les documents d'identité de la personne détentrice du titre d'accès n'est pas démontrée, l'accès au stade ou à la partie du stade est refusé."

Art. 8. Dans l'article 21^{ter} de la même loi, inséré par la loi du 25 avril 2007, les mots "article 21, alinéa 2, 1^o" sont remplacés par les mots "article 21, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o".

Art. 9. L'article 23^{ter} de la même loi, inséré par la loi du 10 mars 2003 et modifié par les lois des 25 avril 2007 et 3 juin 2018, est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit:

"Pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues aux articles 24, 24^{ter} et 24^{quater}, quiconque facilite l'utilisation des objets pyrotechniques visés aux alinéas 1^{er} et 2."

Art. 10. Dans la même loi, il est inséré un article 23^{quater} rédigé comme suit:

"Art. 23^{quater}. Pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues aux articles 24, 24^{ter} et 24^{quater}, quiconque introduit, tente d'introduire, est en possession ou utilise dans le stade des objets afin de se soustraire à son identification."

Art. 11. À l'article 24 de la même loi, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par les lois des 3 juin 2018 et 16 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "cinq ans" sont remplacés par les mots "dix ans", le mot "21" est remplacé par les mots "21, § 1^{er}", et les mots "23^{bis} et 23^{ter}" sont remplacés par les mots "23^{bis}, 23^{ter} et 23^{quater}";

2° dans le paragraphe 2, 1^o, les mots "mille euros", sont remplacés par les mots "deux mille euros", les mots "d'un an" sont remplacés par les mots "de deux ans", et les mots "article 21, alinéa 2, 1^o" sont remplacés par les mots "article 21, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o";

3° dans le paragraphe 2, le 3^o est remplacé par ce qui suit:

"3° une amende administrative de mille euros et une interdiction de stade administrative de deux ans en cas de contravention aux articles 23 et 23^{bis} à l'égard d'un ou plusieurs stewards, du responsable de la sécurité mandaté, d'un ou plusieurs agents de gardiennage, d'un ou plusieurs membres des services de police ou d'un ou plusieurs membres des services de secours;"

4° dans le paragraphe 2, le 4^o est remplacé par ce qui suit:

"4° une amende administrative de deux mille cinq cents euros et une interdiction de stade administrative de quatre ans en cas d'infraction aux articles 23 et 23^{bis} par la commission d'actes de violence physique à l'égard d'un ou plusieurs stewards, du responsable de la sécurité mandaté, d'un ou plusieurs agents de gardiennage, d'un ou plusieurs membres des services de police ou d'un ou plusieurs membres des services de secours;"

5° dans le paragraphe 2, le 5^o est remplacé par ce qui suit:

"5° sans préjudice du 4^o, une amende administrative de deux mille euros et une interdiction de stade administrative de trois ans en cas d'infraction aux articles 23 et 23^{bis} par la commission d'actes de violence physique;"

6° le paragraphe 2 est complété par les 6^o à 8^o, rédigés comme suit:

"6° une amende administrative de mille cinq cents euros et une interdiction de stade administrative de trente mois en cas d'infraction aux articles 23 et 23^{bis} par la commission d'actes de racisme ou de xénophobie;

7° une amende administrative de mille cinq cents euros et une interdiction de stade administrative de trente mois pour celui qui manipule un feu de Bengale;

2° de gemandateerde veiligheidsverantwoordelijken;

3° de bewakingsagenten, met inachtneming van de voorwaarden bepaald door en krachtens de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

De stewards en de gemandateerde veiligheidsverantwoordelijken kunnen, in dit kader, in geval van toepassing van het koninklijk besluit van 20 juli 2005 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden, de overeenstemming tussen de identiteit vermeld op het toegangsbewijs en deze voorkomend op de identiteitsdocumenten van de persoon, houder van het toegangsbewijs, nagaan. De voorgelegde identiteitsdocumenten kunnen niet gekopieerd, ingehouden of bewaard worden.

Indien de overeenstemming tussen de identiteit vermeld op het toegangsbewijs en die voorkomend op de identiteitsdocumenten van de persoon, houder van het toegangsbewijs niet wordt aangetoond, wordt de toegang tot het stadion of een gedeelte van het stadion ontzegd."

Art. 8. In artikel 21^{ter} van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, worden de woorden "artikel 21, tweede lid, 1^o" vervangen door de woorden "artikel 21, § 1, tweede lid, 1^o".

Art. 9. Artikel 23^{ter} van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 maart 2003 en gewijzigd bij de wetten van 25 april 2007 en 3 juni 2018, wordt aangevuld met een vierde lid, luidende:

"Eenieder die het gebruik van pyrotechnische voorwerpen bedoeld in het eerste en het tweede lid, faciliteert, kan één of meer sancties oplopen als bepaald in de artikelen 24, 24^{ter} en 24^{quater}".

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 23^{quater} ingevoegd, luidende:

"Art. 23^{quater}. Eenieder die in het stadion voorwerpen binnenbrengt, poogt binnen te brengen, ervan in het bezit is of gebruikt teneinde zich te onttrekken aan zijn identificatie, kan één of meer sancties oplopen als bepaald in de artikelen 24, 24^{ter} en 24^{quater}".

Art. 11. In artikel 24 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 3 juni 2018 en 16 november 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "tien jaar", wordt het woord "21" vervangen door de woorden "21, § 1", en worden de woorden "23^{bis} en 23^{ter}" vervangen door de woorden "23^{bis}, 23^{ter} en 23^{quater}";

2° in paragraaf 2, 1^o, worden de woorden "duizend euro" vervangen door de woorden "tweeduizend euro", de woorden "van een jaar" vervangen door de woorden "van twee jaar", en worden de woorden "artikel 21, tweede lid, 1^o" vervangen door de woorden "artikel 21, § 1, tweede lid, 1^o";

3° in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 3^o vervangen als volgt:

"3° een administratieve geldboete van duizend euro en een administratief stadionverbod van twee jaar in geval van overtreding van de artikelen 23 en 23^{bis} ten aanzien van één of meer stewards, de gemandateerde veiligheidsverantwoordelijke, één of meer bewakingsagenten, één of meer leden van de politiediensten of één of meer leden van de hulpdiensten;"

4° in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 4^o vervangen als volgt:

"4° een administratieve geldboete van tweeduizendvijfhonderd euro en een administratief stadionverbod van vier jaar in geval van overtreding van de artikelen 23 en 23^{bis} door het plegen van daden van fysiek geweld ten aanzien van één of meer stewards, de gemandateerde veiligheidsverantwoordelijke, één of meer bewakingsagenten, één of meer leden van de politiediensten of één of meer leden van de hulpdiensten;"

5° in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 5^o vervangen als volgt:

"5° onverminderd de bepaling onder 4^o, een administratieve geldboete van tweeduizend euro en een administratief stadionverbod van drie jaar in geval van overtreding van de artikelen 23 en 23^{bis} door het plegen van daden van fysiek geweld;"

6° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 6^o tot 8^o, luidende:

"6° een administratieve geldboete van duizendvijfhonderd euro en een administratief stadionverbod van dertig maanden in geval van overtreding van de artikelen 23 en 23^{bis} door het plegen van daden van racisme of xenofobie;

7° een administratieve geldboete van duizendvijfhonderd euro en een administratief stadionverbod van dertig maanden voor diegene die Bengaals vuur hanteert;

8° une amende administrative de mille euros et une interdiction de stade administrative de deux ans pour celui qui manipule, est en possession de ou introduit un objet pyrotechnique tel que visé à l'article 23ter, à l'exception du feu de Bengale, ou pour celui qui est en possession d'un feu de Bengale ou introduit celui-ci, pour autant que l'introduction ou la possession a lieu dans le stade ou dans le périmètre."

Art. 12. Dans l'article 24quater de la même loi, inséré par la loi du 25 avril 2007, le mot "21" est remplacé par les mots "21, § 1^{er}", les mots "23bis et 23ter" sont remplacés par les mots "23bis, 23ter et 23quater", et les mots "cinq ans" sont remplacés par les mots "dix ans".

Art. 13. Dans les articles 25, alinéa 3, 25/1, 29, alinéa 4, 30, alinéa 1^{er} et 34, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "20 à 23ter" sont remplacés par les mots "20 à 23quater".

Art. 14. Dans l'article 44, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois des 10 mars 2003 et 25 avril 2007, les mots "23bis et 23ter" sont remplacés par les mots "23bis, 23ter et 23quater".

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière*

Art. 15. L'article 106, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, est complété par le 3° rédigé comme suit:

"3° à l'entrée des stades de football ou à l'entrée de certaines parties de ces stades, pour autant que l'agent de gardiennage soit désigné par les organisateurs d'un match de football visé par la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football, et pour autant que l'arrêté royal du 20 juillet 2005 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football soit d'application au contrôle d'accès des personnes qui se présentent, afin de vérifier la correspondance entre l'identité mentionnée sur le titre d'accès et celle figurant sur les documents d'identité de la personne détentrice du titre d'accès."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. 55 – 3359/5

Compte rendu intégral : 15 juin 2023

8° een administratieve geldboete van duizend euro en een administratief stadionverbod van twee jaar voor diegene die een pyrotechnisch voorwerp, zoals bedoeld in artikel 23ter, uitgezonderd Bengaals vuur, hanteert, ervan in het bezit is of binnenbrengt of voor diegene die in het bezit is van Bengaals vuur of dit binnenbrengt, voor zover dat het binnenbrengen of het bezit zich voordoet in het stadion of de perimeter."

Art. 12. In artikel 24quater van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, wordt het woord "21" vervangen door de woorden "21, § 1", worden de woorden "23bis en 23ter" vervangen door de woorden "23bis, 23ter en 23quater", en worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "tien jaar".

Art. 13. In de artikelen 25, derde lid, 25/1, 29, vierde lid, 30, eerste lid en 34, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "20 tot 23ter" vervangen door de woorden "20 tot 23quater".

Art. 14. In artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 2003 en 25 april 2007, worden de woorden "23bis en 23ter" vervangen door de woorden "23bis, 23ter en 23quater".

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid*

Art. 15. Artikel 106, eerste lid, van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende:

"3° bij de ingang van de voetbalstadions of bij de ingang van bepaalde gedeeltes van deze stadions, voor zover de bewakingsagent aangewezen is door de organisatoren van een voetbalwedstrijd bedoeld in de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, en voor zover het koninklijk besluit van 20 juli 2005 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden van toepassing is op de toegangscontrole van de personen die zich aandienen, teneinde de overeenstemming na te gaan tussen de identiteit vermeld op het toegangsbewijs en deze voorkomend op de identiteitsdocumenten van de persoon houder van het toegangsbewijs."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. 55 – 3359/5

Integraal Verslag : 15 juni 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/203077]

27 JUIIN 2023. — Arrêté royal fixant, pour certaines entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018, et § 3, modifié par les lois des 29 décembre 1990 et 26 juin 1992;

Vu l'avis de la Commission paritaire de l'industrie textile, donné le 28 mars 2023;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/203077]

27 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling voor sommige ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018, en § 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 26 juni 1992;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de textielnijverheid, gegeven op 28 maart 2023;